

L'hon. M. Olson: Je n'ai pas tenté de le définir. J'ai dit que pour maintenir notre concurrence sur le marché des États-Unis, il faudra que quelqu'un, des producteurs à l'industrie de transformation, réduise ses prix du montant de la surtaxe pour entrer dans ce marché en concurrence. C'est le producteur, l'industrie de transformation ou qui-conque absorbe ces pertes pour rester en concurrence que nous avons l'intention d'indemniser.

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, ce fut une grande soirée au Parlement. Trois ministres ont parlé. D'abord, nous avons entendu le ministre du Commerce et de l'Industrie (M. Pepin), ensuite le ministre des Finances (M. Benson), et nous venons d'avoir le plaisir d'entendre le ministre de l'Agriculture (M. Olson).

Une voix: Maintenant c'est vous.

M. Saltsman: En outre, sauf pour la période des questions, je n'ai jamais vu à la Chambre autant de ministres du cabinet, sans parler de l'innombrable effectif de secrétaires parlementaires. Ce fut une grande soirée. Avec cet important entourage, on s'attendait à des paroles mémorables, on sentait que les gros canons n'étaient pas loin. On était presque porté à se couvrir les oreilles de peur que la sagesse et la clarté en provenance des banquettes ministérielles ne brisent les tympanes. Au lieu d'un grand fracas, nous avons eu un insignifiant pfft semblable à un calmar visqueux.

● (9.40 p.m.)

Au moins, il y avait de l'humour dans ce qu'a dit le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin). Il a exercé tout son charme pour tenter de nous faire avaler ce bill complètement ridicule. Mais même le charme du ministre de l'Industrie et du Commerce, qui pourrait sans doute faire passer un viol pour une belle histoire d'amour, a échoué. S'il fallait accorder un prix pour le discours le plus ridicule, il reviendrait au ministre des Finances. Il nous a fait un discours très courageux ce soir. Il a dit: Je suis allé là-bas et je leur ai dit telle et telle chose; ils allaient savoir de quel bois nous nous chauffons. Évidemment, il est revenu les mains vides, et avec quelques doigts en moins. Il me rappelle le petit garçon qui sort d'une ruelle sombre saignant de la tête aux pieds et qui dit: «Vous auriez dû voir la volée que j'ai flanquée à ce colosse» et qui continue en disant «Il y a un plus jeune là-bas, allons lui en donner toute une.» Mais qui va encaisser les coups dans ce bill? Le contribuable canadien.

Nous sommes aux prises avec une situation qui créera de sérieuses difficultés au Canada. Au lieu de dire: les Américains nous ont créé un problème, à eux d'en payer les frais, nous disons: non, ils nous ont créé un problème mais c'est à nous de payer. Nous leur avons fait notre courageux petit discours, mais ils ne nous ont pas écoutés. Nous envisageons donc d'introduire un projet de loi aux termes duquel on indemniserait les Canadiens qui ont souffert des mesures imposées par les États-Unis.

Pendant combien de temps encore un pays comme le Canada a-t-il l'intention de tendre l'autre joue? On ne peut pourtant pas dire que nous ayons causé des difficultés aux États-Unis, même si certains d'entre nous regrettent que nous ne l'ayons pas fait en certaines occasions. Les États-Unis n'ont vraiment pas beaucoup à se plaindre

du Canada. Nous leur avons accordé notre collaboration de presque toutes les manières qui pouvaient leur être utiles. De tout temps nous avons amplement prouvé que nous étions prêts à encourager et à appuyer les États-Unis. Par exemple, nous détenions nos réserves de monnaie étrangère sous forme de billets du Trésor américain, et au lieu de détenir de l'or, nous détenions des dollars américains, nous exposant ainsi à des pertes par suite de la dépréciation de la monnaie des États-Unis.

Je ne dis pas que les Américains sont ingrats. Ils font face à un problème, et nous le savons. Nous partageons leur inquiétude mais jusqu'à un certain point. Nous sympathisons avec les Américains qui abhorrent la guerre du Viet Nam autant que nous autres. Ils ont eux-mêmes créé cette situation et ils veulent aujourd'hui que le reste du monde paie les pots cassés, que nous fassions preuve de compréhension et prenions les choses sans parler, par exemple, de «rétorsion».

Le ministre a ensuite poursuivi en ces termes: «Nous avons dit aux États-Unis que ces mesures les atteindraient plus que nous». Je ne le vois pas. A mon avis, nous sommes plus touchés qu'eux. Le ministre a déclaré qu'aucun pays n'était plus exposé à s'en ressentir que le Canada et nous partageons tous son avis. Le ministre a exposé le problème, mais aucune solution ne nous vient d'en face. De toute façon, il n'a exposé qu'une partie de la question; l'autre se rattache au parti qu'il représente. Lui-même constitue ce problème à l'instar du parti et du gouvernement auquel il participe. C'est par leur faute que nous nous trouvons dans une telle dépendance envers les États-Unis que nous sommes exposés à nous ressentir plus que quiconque des mesures que les Américains viendraient à prendre. Quelque difficile que soit pour nous cette situation, on aurait pu l'aborder de façon relativement aisée si l'on avait créé des conditions propices au développement du Canada et à la multiplication des emplois dans le pays.

En dépit de toutes les statistiques qu'a débitées le ministre, il ne convainc pas. Son gouvernement est responsable de la spirale économique descendante dans laquelle il a engagé le Canada. Il a créé le chômage de propos délibéré et dans cette espèce de tourbillon viennent s'ajouter les difficultés qu'entraîne la surtaxe américaine. Nous aurions pu nous tirer de la surtaxe sans trop de dommage si nous avions le plein emploi chez nous, car les ressources qui seront exclues du marché américain auraient pu être absorbées par le marché canadien. Le ministre est donc en face d'un problème. Mais il s'agit d'une responsabilité qui incombe directement au gouvernement qu'il représente. Cela ne sert à rien qu'il se promène à se plaindre, se tordre les mains et chercher un bouc émissaire.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a présenté le bill à la Chambre en tant que meilleur moyen de pallier la situation. Je voudrais poser quelques questions pour établir si en réalité il constitue le meilleur moyen d'y remédier. C'est ce qu'il nous faudra décider. En examinant le bill nous devons nous demander: est-ce le moyen de faire face à la situation ou pouvons-nous faire autre chose? Est-ce le meilleur moyen d'aider que de